

Synthèse des propos d’HENRI GUAINO lors de son intervention devant le Conseil d’analyse de la société

Le 22 novembre 2011, Henri Guaino nous a fait l’honneur et l’amitié de venir exposer son analyse de la crise actuelle et de la stratégie qu’il convient de mettre en œuvre pour en sortir. Voici, en cinq points, la synthèse des propos qu’il a tenus.

L’origine de la crise : le tournant libéral des années 1970/80

L’origine de la crise remonte au tournant libéral des années 1970-80, moment où le monde occidental a oublié les enseignements de la grande dépression des années 30. On a alors entrepris de défaire les règles et institutions mises en place aux lendemains de la deuxième guerre mondiale, celles-là même qui avaient pourtant permis les Trente Glorieuses. En lieu et place, on a vu s’épanouir la concurrence comme une fin en soi que l’Organisation Mondiale du Commerce a consacré. L’OMC ne protège ni de l’absence de règles, ni de l’absence de politique destinée à lutter contre les dumpings, les concurrences déloyales et le pillage technologique.

C’est paradoxalement en Europe, en dépit de son histoire, que cette entreprise de dépolitisation de l’économie et de la société a été conduite à son paroxysme, à travers la construction d’un « droit européen de la concurrence » sans équivalent dans le monde. L’autorité de la concurrence européenne protège contre toute réglementation de l’économie, contre toute incursion du politique. Elle interdit de conduire une politique de l’énergie, une politique industrielle, une politique commerciale qui mettrait des règles à l’entrée pour lutter contre les dumpings.

Le monde développé s’est ainsi mis lui-même dans la situation de subir une concurrence déloyale qu’il a fallu compenser par l’endettement. Le nouvel ordre économique libéral appelait ainsi comme son corollaire la création du système financier global qui a permis la fuite en avant dans l’endettement. Depuis trente ans, tous les pays développés, quelle que soit l’orientation politique des gouvernements, ont eu recours à l’endettement : dans certains pays, comme la France, l’Etat s’est endetté à la place des ménages. Il s’est endetté pour fournir aux ménages les allocations, les subsides, les soutiens qui leur permettaient de survivre. En Angleterre et aux Etats-Unis, ce sont pendant très longtemps les ménages qui se sont endettés à la place de l’Etat, jusqu’à ce que la crise ramène les difficultés des ménages (leur

surendettement) dans les comptes publics. Si l'on ne s'attaque pas aux causes profondes - qui sont aussi les causes communes - de l'endettement, l'assainissement des comptes publics est impossible.

La crise de la dette, ou la fin des illusions

Le voile des illusions s'est déchiré en 2008. La crise que nous vivons aujourd'hui est celle du passage d'un grand cycle d'endettement à un grand cycle de désendettement, qui requiert un changement des règles du jeu. Cette crise n'est que marginalement une crise du laxisme et de la mauvaise gestion. Il est faux de dire que les Français, depuis trente ans, ont vécu au-dessus de leurs moyens. La crise est la conséquence des choix stratégiques qui ont été faits. La dérégulation du système nous a fait basculer d'un capitalisme de production vers un capitalisme financier, d'un capitalisme d'entrepreneurs vers un capitalisme de spéculateurs. Les marchés financiers obéissent à une logique de court-terme : on a confié le destin du monde et l'allocation des ressources à des mécanismes qui avancent au hasard de l'information. Or, le capitalisme ne peut générer de la croissance que dans la mesure où il se fonde sur l'accumulation du capital dans la durée, une perspective qui n'intéresse pas les marchés financiers.

La pression qu'exercent les marchés financiers a fait faire un tête-à-queue gigantesque à tous les pays développés, entre le soutien tous azimuts à l'économie en 2009, et les politiques restrictives dès 2010. Nous sommes aujourd'hui pris en tenaille entre la pression pour faire des économies rapides sur les déficits - soit en augmentant les impôts, soit en diminuant la dépense -, et le risque de récession qui va évidemment contribuer lui-même à creuser les déficits : d'où la panique des opérateurs financiers qui ne savent plus s'il faut demander rapidement des économies ou s'il faut demander la croissance.

Le risque déflationniste

L'erreur fondamentale à éviter consiste à mettre en œuvre des politiques déflationnistes dans des périodes qui ne sont plus du tout des périodes où la désinflation est une priorité. Cela pose le problème de la politique monétaire. Une politique budgétaire restrictive est très difficile à mettre en œuvre dans les périodes de crise. Qu'est-ce qui étouffe nos finances publiques ? Les dépenses sociales et les dépenses d'intervention dans l'économie, c'est-à-dire les dépenses de réparation ou d'accompagnement de tous les dégâts qui ont été faits. Nous payons aujourd'hui

la facture des fractures que nous n'avons pas réussi à résoudre, et que nous ne réussirons pas à résoudre si on ne change pas les règles.

Nous atteignons le moment crucial de la crise, celui où le monde développé, et plus particulièrement l'Europe, va devoir choisir entre l'inflation et la déflation. Ou bien on rembourse par les revenus de demain, c'est-à-dire par les investissements d'aujourd'hui, ou bien on choisit l'ajustement par la déflation, en accentuant la tendance à la restriction de la consommation et de l'investissement. Un cycle de désendettement est déjà par nature dépressif : consentir à entrer dans l'engrenage déflationniste peut conduire au retour du risque de grande dépression, avec un coût social exorbitant.

Que faire ?

Que faire pour infléchir le cours de l'histoire ? Il faut distinguer deux plans - la gestion à court terme de ce passage de l'endettement au désendettement, d'une part, et d'autre part le changement des règles à moyen et long terme avec trois niveaux d'intervention, national, européen et global.

Il y a d'abord ce que nous pouvons faire pour nous-mêmes, au niveau national : l'investissement public, avec le grand emprunt, la mise en place de circuits de financement privilégié et puis l'instauration de la TVA sociale. La TVA sociale représente l'équivalent d'une dévaluation et permet de ne pas faire porter tout le poids de l'ajustement sur le travail, sur les actifs, alors que cela fait trente ans qu'ils sont brimés.

Nous devons dans le même temps aborder avec nos partenaires européens certaines questions : celle du niveau de l'euro, celle du libre-échange, mais aussi de la politique de la concurrence européenne. Pour répondre à la crise immédiate, il faut faire intervenir la Banque Centrale Européenne massivement. On ne peut pas avoir à la fois la restriction monétaire et la restriction budgétaire. La BCE devrait se comporter comme la FED, il n'y a pas d'autre solution. Il n'y a que cet instrument qui nous permette de gérer l'entrée dans le cycle de désendettement, en arrêtant l'espèce de lessiveuse dans laquelle nous ont placés les marchés financiers, avec leur cortège de diagnostics auto-réalisateurs. Le problème est qu'on avait fini par considérer que la monnaie ne pouvait pas être, et ne devait pas être, un instrument de politique économique. Or, la Banque centrale, ce n'est pas l'organisme qui fait un quart de point de taux de plus ou de moins, mais l'organisme qui crée de la monnaie : elle l'a rend plus rare ou plus abondante. Les banques ne peuvent pas créer de la monnaie indéfiniment s'il n'y a pas derrière elles un prêteur en dernier ressort qui va ratifier leur création monétaire.

La solution à long terme, sur le plan global, réside dans les réformes de structures qui permettraient de contrer les marchés financiers et de réguler le commerce international. Il nous faudra pour cela convaincre nos partenaires du G20 qui, pour l'instant, n'ont pas conscience de cet impératif. Ne pas vouloir réguler le libre échange, sous prétexte que c'est un principe vertueux, est une erreur. Le libre-échange doit être au service des sociétés, et non l'inverse. Si nous n'agissons pas au niveau global, nous risquons de voir nos pays faire pas à pas le chemin qui reconduit aux années 30.

La crise de la politique en Europe

La difficulté propre de l'Europe tient au fait qu'elle est confrontée à une crise dans la crise, qui est une crise politique. Ce qu'il faut faire techniquement, on le sait ; le problème est politique. Ce n'est pas la Grèce qui a mis l'Europe à genoux : la crise grecque n'a été qu'un détonateur. L'Europe est devenue l'entreprise de dépolitisation de l'économie et de la société la plus poussée au monde. On a fait en sorte qu'il n'y ait pas de politique, ni commune, ni nationale. L'Europe - la zone Euro en particulier - a été construite sur des fondements déflationnistes. On nous avait promis l'Europe de la croissance et de la puissance ; nous avons eu l'Europe de la décroissance et de l'impuissance. Nous avons un système déflationniste dans une situation où le premier danger à éviter est celui de la déflation.

L'enjeu majeur est celui de l'instrument monétaire. Nous avons abandonné notre souveraineté monétaire, tandis que les traités européens imposaient une politique déflationniste. Le débat, aujourd'hui, porte essentiellement sur la question de savoir si nous sommes prêts à utiliser la banque centrale pour lutter contre les risques déflationnistes. Les Américains font tourner la planche à billets, si bien que l'Europe risque de devenir un îlot de déflation dans un monde d'inflation. On sait très bien ce qu'il faut faire, mais la question est de savoir si on peut le faire. Il faut convaincre nos partenaires. Il ne suffit pas de convaincre Madame Merkel. L'Allemagne est un pays parlementaire, un régime des partis et un pays fédéral, ce qui complique le dialogue. Il faut aussi convaincre son ministre des finances, le Bundestag, la Cour suprême, la Bundesbank... La France est en fait le seul pays qui, grâce à ses institutions, résiste à la crise du politique. Il faut espérer une prise de conscience collective de nos partenaires dont le destin est solidaire du nôtre.